

La France des années noires et la République

Pistes historiographiques

Vichy : une histoire désormais balisée

Une histoire abondamment étudiée et balisée en 4 temps :

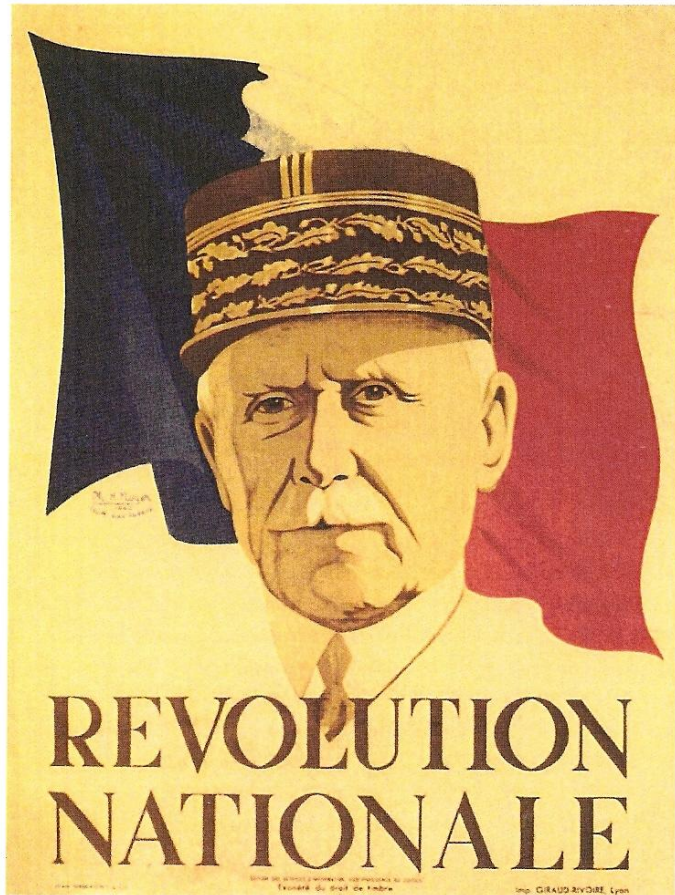
- De la Libération à 1953 (Deuxième loi d'amnistie), Vichy est davantage objet de réprobation que d'histoire

- Une deuxième phase du début des années 1950 à la fin des années 60 qualifiée de composite par L. Douzou avec les premières études (Robert Aron, Histoire de Vichy, 1954) mais coïncidant avec le retour aux affaires de la droite compromise à Vichy et discréditée à la Libération. La mémoire de Pétain (rempart) y est parfois défendue.

- Une période forte révision de la fin des années 60 au milieu des années 70 dans le sillage de Le chagrin et la pitié de Marcel Ophüls, pointant les lâchetés ordinaires... La recherche progresse.

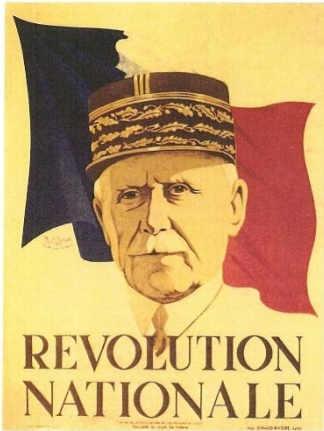
- La quatrième phase correspond à la traduction du livre de Paxton, La France de Vichy (1973). Depuis Vichy a été étudié sous toutes les coutures : pouvoir, les Français sous Vichy, le souvenir de Vichy, les persécutions, jusqu'aux liens avec la République...

l'historiographie jusque dans nos classes : le document en histoire



Deux affiches concernant le même thème : la Révolution nationale

l'historiographie jusque dans nos classes : le document en histoire



Affiche de Philippe Henry Noyer recouvrant les murs de la zone libre dès l'automne 1940 à hauteur de 510 000 exemplaires puis 550 000 en 1941.

Affiche de René Vachet, publiée à Avignon en 1940 (?) suite à une commande du comité locale pour la Révolution nationale.

Quelques interrogations :

- Combien d'exemplaires ?
- Quelle diffusion ? Locale ?
- Pour quel message ? Ne correspondrait pas au message d'union autour du Maréchal que le régime voulait faire passer, stigmatisant un certain nombre de français, de partis politiques, de valeurs...



Un exemple de « surinvestissement » pédagogique

2 images : l'une largement diffusée à l'époque, l'autre beaucoup plus connue aujourd'hui qu'en 1940 !

l'historiographie jusque dans nos classes : le document en histoire



L'usage du document est lié au regard porté sur la France de Vichy

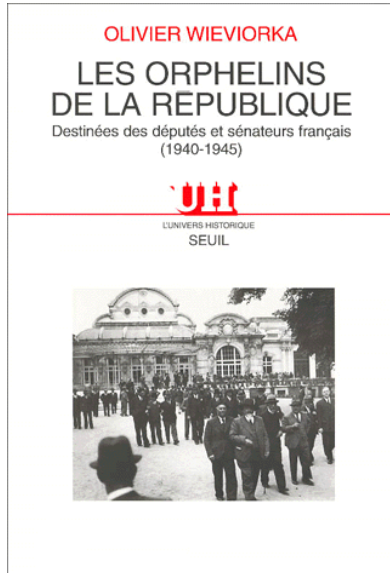
L'image incontournable des années 50 et 60 :
la poignée de main de Montoire car la
question centrale sur Vichy est celle de la
Collaboration.



Aujourd'hui cette image est largement
diffusée car correspondant aux
interrogations actuelles sur Vichy :
-Un régime antirépublicain
-Un régime antisémite

Donc une image dont la diffusion est largement liée
à l'état de l'historiographie sur la question et au
regard contemporain sur la France de Vichy

Vichy et la République

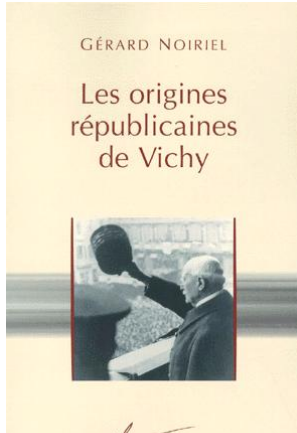


Comment un personnel politique crédité de sentiments républicains accepta-t-il la fin d'une république, voire pour certains la suspension des idées républicaines ?

Olivier Wieviorka montre la diversité des parcours des parlementaires, en particulier des 570 ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940. Beaucoup ont ensuite pris leurs distances avec Vichy et près d'une centaine d'entre-eux se sont engagés dans la Résistance.

Pour ces parlementaires, 1942 constitue une rupture, la politique de Vichy les rebutant de plus en plus à un moment où la France libre finit par rechercher le concours des partis et des élus, afin de donner une caution démocratique permettant de légitimer de Gaulle auprès des Alliés. Ce ralliement des partis à De Gaulle se traduira notamment par la création du CNR...

Vichy et la République



Objet de débat récent, Vichy s'inscrirait dans une continuité avec la IIIème République dont il prolongerait certaines réalisations, y compris lorsqu'elles ont été initiées par le Front populaire : consolidation de l'Etat-providence, de l'Etat-entrepreneur, politiques familiales, éducatives ou culturelles...

Gérard Noiriel va même plus loin en soulignant « que l'obsession policière de l'Etat français s'enracine dans les logiques répressives de la République. Défiante à l'égard des étrangers vécus comme une menace, la police les traita comme des criminels, les obligeant à apposer leurs empreintes digitales, les photographiant comme des bandits. Ces mesures préparaient les politiques d'exclusion conduites par le régime vichyste »

Son ouvrage a fait l'objet de nombreuses critiques, de nombreux auteurs préférant rappeler que « ce qui domine sans ambiguïté, c'est bien la rupture majeure avec la pratique et l'esprit républicains » de Vichy (Rousso,) *Le régime de Vichy, 2007*).

Un point par O. Wieviorka : <http://www.liberation.fr/livres/0101297120-vichy-dans-tous-ses-etats-selon-l-historien-gerard-noiriel-le-regime-de-petaain-n-aurait-fait-que-prolonger-les-dispositifs-ideologiques-de-la-republique-compte-rendu-d-un-ouvrage-polemique-et-entretien>

Vichy et la République

Vichy : ce régime était-il légal ?

Le vote du 10 juillet et les actes constitutionnels du 11 sont-ils fondés juridiquement ?

Un rappel : l'ordonnance du 9 août 1944 du Comité Français de libération nationale considérant comme nuls et nonavenus les actes pris par « l'autorité de fait » de Vichy et leur déniaient toute valeur légale.

Enjeu de mémoire pour la République

De Gaulle considère le régime de Vichy comme illégal mais aussi illégitime, moyen d'affirmer sa propre légitimité et la légalité de ses décisions, donc la France ne pouvait être tenue pour responsable des actes commis par le régime de Vichy

1995 : Jacques Chirac reconnaît la responsabilité de Vichy, la dette de la France envers les victimes. Pour certains cela équivaut à une reconnaissance de la légalité ou l'existence légale de ce régime

<http://www.ina.fr/fresques/jalons/fiche-media/InaEdu01248/discours-de-jacques-chirac-sur-la-responsabilite-de-vichy-dans-la-deportation-1995.html>

La Résistance : les valeurs de la République

Les nouveaux programmes nous incitent à aborder la résistance en montrant qu'elle incarne les valeurs de la République.

Une définition éclairante du concept de résistance :

« l'action clandestine menée, **au nom de la liberté de la nation et de la dignité de la personne humaine**, par des volontaires s'organisant pour lutter contre la domination (et le plus souvent l'occupation) de leur pays par un régime nazi ou fasciste ou satellite ou allié »

Cette définition donnée par François Bédarida, alors directeur de l'IHTP, en 1986 dans un article sur l'histoire de la résistance, a eu valeur de pierre angulaire à un moment où il ne pouvait que constater que « De toute part, le mythe envahit l'histoire ».



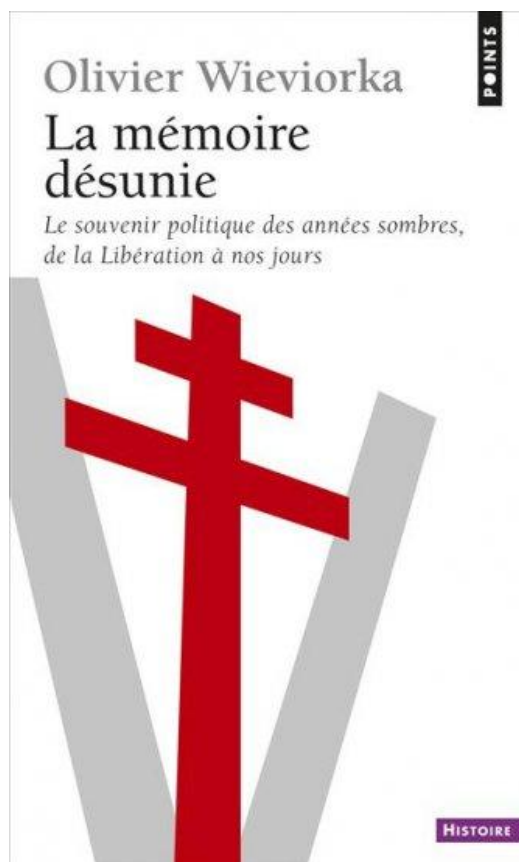
La Résistance : une histoire périlleuse ?

Reste un paradoxe souligné par Laurent Douzou dans son article sur « Vichy » et développé dans son ouvrage sur l'historiographie de la Résistance française : il reste peu à découvrir sur Vichy et constate que **la Résistance « défie l'analyse et déconcerte la mémoire sociale de ce début de XXIème siècle »**

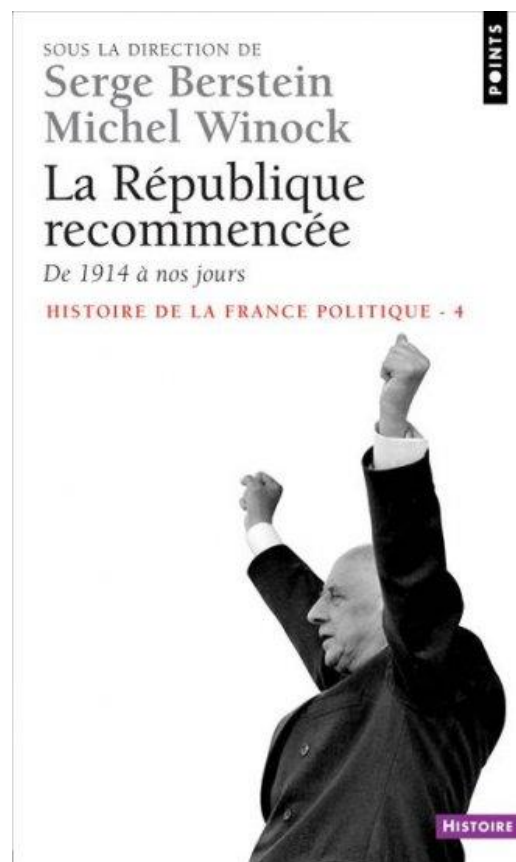
L'histoire de la Résistance est peut-être davantage source de difficultés :

- **Une histoire écrite par les acteurs** eux-mêmes que les historiens de profession suspectaient « d'avoir été pensée et écrite en majesté » tandis que les Résistants ne se reconnaissent pas davantage dans les travaux des historiens sur la période.
- **Des tensions entre résistants eux-mêmes** sur le rapport entre les témoignages et les documents, apparus en 1983 lors d'une intervention de Daniel Cordier sur Jean Moulin où l'acteur-témoin s'est mué en historien suscitant de nombreuses critiques des autres acteurs cherchant dès lors à assigner aux historiens un rôle de médiateur.
- **Une histoire qui a semblé marqué le pas** lorsque les recherches sur Vichy, répondant à une demande sociale, se sont développées.

Pour aller plus loin...



La mémoire de la période par les Républiques successives



Chapitre sur « La France politique des années sombres 1940-1944 » par O. Wieviorka (à nouveau...), puis « La tentative de replâtrage du modèle républicain » par S. Berstein